

De l'emprise de l'État

Notes pour une théorie critique libertaire du pouvoir d'État

Oscar Mazzoleni

dans le débat récent sur la mondialisation, la question de l'État s'est trouvée souvent réduite à ses dimensions économiques (dérégulation des marchés nationaux et crise consécutive de l'intervention de l'État, etc.) ou identitaires (crise de l'identité nationale). C'est là une conception partielle et réductrice du rôle joué par l'État dans le capitalisme contemporain. Si l'on veut jeter les bases d'une théorie critique libertaire renouvelée, il faut au contraire prendre sérieusement en compte le fait que l'État est un fétiche qui domine notre quotidien et notre mode de pensée, y compris souvent chez ceux qui se veulent radicalement hostiles au monde tel qu'il est ; que, à travers ses procédures (juridiques) et ses outils (disciplinaires), l'État innerve en quelque sorte la vie quotidienne de l'ensemble des individus. Autrement dit, l'État n'est pas seulement doté d'instruments de répression (police, prisons), il n'est pas simple régulateur de l'économie et garant de « l'unité nationale ». Les analyses qui présentent la crise de l'État comme une crise de l'État keynésien et de l'État national sont donc à prendre avec réserve. Car l'État est aussi un puissant

Prendre en compte la « logique étatique » dans toutes ses dimensions, examiner comment, en lien avec le développement du capitalisme, elle s'est adaptée, assouplie mais aussi imposée dans toutes les sphères de la vie, pour répondre notamment au sentiment d'insécurité grandissant engendré par les transformations récentes du système d'exploitation, est indispensable à l'élaboration d'une théorie critique du pouvoir d'État à laquelle ce texte veut contribuer. D'autant que les conceptions de l'État qui prévalent au sein du mouvement « altermondialiste » – qu'elles prônent la souveraineté nationale, la ré-appropriation ou l'action directe contre les appareils répressifs – méconnaissent toute la profondeur et l'impact de cette logique.

« médiateur », une machine de pouvoir qui pénètre dans les moindres recoins de notre vie. Pour l'affronter, il faut donc commencer par tenter d'en démasquer les dynamiques et les mécanismes, et surtout de comprendre les raisons de son expansion.

Ces réflexions, qui se veulent provisoires et sujettes à d'éventuels amendements et révisions, naissent d'une double exigence : d'une part, contribuer à mettre à nu la logique étatique, de l'autre, montrer comment, dans les sociétés contemporaines et notamment celles de capitalisme avancé, cette logique s'est



On the ascendancy of the State

If we are to develop a critical theory of State power, we must consider every dimension of the «logic of state control» and understand how, in conjunction with capitalist development, it has adjusted, becoming more flexible, but has also dominated all spheres of life so as to respond in particular to the growing feelings of insecurity generated by recent transformations in the system of exploitation. This text is a contribution to that effort. Particularly so since the vision of the State fostered by «alternative globalization» groups – regardless of whether they defend national sovereignty, repossession or direct action against the forces of repression – has no conception of the depth and impact of that logic.

Del influjo del Estado

Tomar en cuenta la «lógica estatal» en todas sus dimensiones, examinar cómo, en relación con el desarrollo del capitalismo, se ha adaptado y flexibilizado hasta imponerse en todas las esferas de la vida con vistas a responder, entre otras cosas, al creciente sentimiento de inseguridad generado por las transformaciones recientes del sistema de explotación, es indispensable a la elaboración de una teoría crítica del poder de Estado a la cual pretende contribuir este texto. La tarea es tanto más imprescindible cuanto que las concepciones del Estado prevalecientes en el seno del movimiento altermundialista – las que predicán la soberanía nacional, la re-apropiación o la acción directa contra los aparatos represivos – desconocen todas la profundidad y el impacto de dicha lógica.

Del dominio dello stato

Prendere in esame la «logica statale» in tutte le sue dimensioni, analizzare come, in rapporto allo sviluppo del capitalismo, essa si è adattata, snellita ma anche imposta in tutte le sfere della vita, per rispondere in particolare al senso d'insicurezza crescente generato dalle trasformazioni recenti del sistema di sfruttamento, è indispensabile per l'elaborazione di una teoria critica del potere statale, a cui questo testo vuole contribuire. Tanto più che le concezioni dello stato prevalenti in seno al movimento no global – sia che esaltino la sovranità nazionale, la riappropriazione o l'azione diretta contro gli apparati repressivi – sottovalutano tutta la profondità e l'impatto di questa logica.

tellement bien imposée à tous les niveaux qu'elle a cessé de faire l'objet de critiques et de conflits ; qu'elle fait partie du paysage, en tant que composante « naturelle » du vivre ensemble¹. Dans un deuxième temps, je prendrai en compte les difficultés du « mouvement des mouvements » à faire face à la logique étatique.

L'État et le capitalisme

Dans cette première partie, je compte essentiellement développer les points de vue suivants :

1. La logique étatique fait partie intégrante du développement du capitalisme. Entre logique étatique et logique capitaliste, il n'y a pas simple opposition, mais alliance dans la différence. Et le point de contact entre les deux est moins d'ordre économique qu'anthropologico-politique : l'État répond ou tente de répondre aux besoins de sécurité (quotidienne, symbolique et matérielle) produits par un capitalisme qui poursuit une logique de permanent bouleversement des conditions économiques, sociales et culturelles. Ces deux logiques, au total, convergent dans un même combat contre les formes de solidarité antagoniste qu'elles contribuent elles-mêmes à créer.

2. Dans les dernières décennies, la logique étatique s'est renforcée dans les pays capitalistes avancés, en rapport avec la crise du lien social (elle-même liée à la crise du fordisme et du mouvement ouvrier) et avec le développement d'un « État diffus » capable de s'adapter aux défis de l'accumulation flexible.

¹ Pour une réflexion fondamentale sur la logique étatique, cf. R. Lourau, *L'État inconscient*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1978.

La logique étatique

Qu'est-ce que la logique étatique ? Elle peut se définir comme la domination des hiérarchies bureaucratique-administratives sur la vie des individus. Dans son expression pleine et entière, cette logique suppose obéissance, discipline, dépendance des individus et des collectivités qui y sont soumis². On peut parler de pleine intériorisation de la logique étatique quand les fonctions pratiques de l'État sont considérées comme « naturelles » et assumées comme telles par les individus. L'histoire de ces deux derniers siècles peut s'interpréter comme celle de la lutte pour l'hégémonie de la logique étatique dans toutes les sphères de la vie individuelle et collective.

Pourquoi répond-on loyalement à l'injonction de l'État ? D'une manière générale, cette loyauté a deux visages : elle peut résulter d'une action, et en cela elle est « objective », ou d'une attitude de passivité ou d'acquiescement envers l'exercice de l'autorité étatique reconnue comme telle. L'insoumission, une fois reconnue par la Constitution³, entre dans le premier cas de figure. Le fait d'accepter l'autorité d'un agent qui te colle une contravention, dans le deuxième. Mais l'obéissance à des mesures ponctuelles relevant de l'exercice du pouvoir d'État ne suppose-t-elle pas quelque chose de plus profond, qui fait le fondement de l'obéissance ? À cette question Thomas Hobbes apporte une réponse très claire et d'une cynique fran-

chise : ce quelque chose, c'est l'intérêt commun à l'autoconservation et à la sécurité des individus. L'État peut s'arroger avec succès le monopole de la violence légitime (Weber), parce que cette légitimité, plus ou moins consciente, est reconnue par la majorité des individus au sein d'un territoire donné. La lutte pour l'hégémonie de la logique étatique, moment clé du développement des sociétés modernes, marque alors un point décisif. L'État devient un élément essentiel de réponse aux sentiments d'insécurité et trouve en face de lui une disponibilité à obéir.

Insécurité, historicité, solidarité

L'idéal de Hobbes, c'est une société pacifiée où les individus aliènent leur liberté à l'État en échange de sécurité. Hors de l'État, nul moyen d'échapper à la guerre de tous contre tous inhérente à l'état de nature. Pour Hobbes, l'État et la société sont une seule et même chose : tous deux naissent de la peur de la mort, du « désir des choses nécessaires à une vie confortable », donc de l'exigence de se défendre contre les passions violentes des autres⁴. Hobbes part de présupposés franchement individualistes pour parvenir à des conclusions radicalement collectivistes. En d'autres termes, l'intériorisation de l'État, le plein respect de la délégation « offerte » à l'État souverain seraient la condition d'une existence collective perçue par les individus comme répondant à leur intérêt propre.

Cette conception a fait l'objet de multiples critiques et il n'est pas dans notre intention de les résumer ici. Passons sur l'illusion que représente l'idée d'une société pacifiée, et contentons-nous de remarquer qu'en superposant État et société, Hobbes exclut

² Le terme de « discipline » est ici à prendre dans l'acception qu'en propose le sociologue allemand Max Weber (cf. *Économie et société*, Paris, Pocket, 1995), à savoir la possibilité de trouver, en vertu d'une disposition acquise, une obéissance automatique à un commandement spécifique exprimé par une pluralité d'hommes.

³ P. Virno, *Mondanità. L'idea di « mondo » fra esperienza sensibile e sfera pubblica*, Manifestolibri, Roma, 1994, p. 99.

⁴ T. Hobbes, *Léviathan ou Matière, forme et puissance de l'état chrétien et civil*, Gallimard, Paris, 2000.

que l'exigence de « sécurité » puisse trouver une réponse passant par autre chose que l'aliénation de la liberté à un organe extérieur et à des procédures exigeant obéissance. Ce qui revient à nier ou refouler les formes organisées de solidarité qui se concilient en partie avec la liberté et l'autonomie individuelle, et qui ont fourni une réponse directe à des besoins de sécurité et d'autoconservation. Plus généralement, l'individu atomisé et égoïste de Hobbes ne permet pas de penser l'historicité ni les divers degrés d'intensité et formes de l'exigence de sécurité. Le sentiment d'insécurité n'est pas un phénomène naturel, contrairement à ce qu'affirme Hobbes. Il est le produit de conditions historiques (des habitudes, etc.), du degré de déracinement social, des niveaux de précarité, du type d'organismes ou de collectivités qui coexistent (famille, etc.) ou entrent en collision (mouvement ouvrier antagoniste) avec l'État. En outre, pour reprendre une critique fondamentale faite à Hobbes par Foucault, l'obéissance des individus ne correspond pas simplement à un acte volontaire, elle est le produit de l'enrégimentement et de l'assujettissement mis en œuvre par divers dispositifs de pouvoir ⁵. N'oublions pas non plus que, depuis le XIX^e siècle, l'histoire occidentale est profondément marquée par la lutte qui vise à imposer l'État comme référent principal, sinon exclusif, dans la recherche d'une réponse au sentiment d'insécurité des individus et des sociétés soumises à l'expansion des rapports sociaux capitalistes. Entre expansion capitaliste (et « guerre capitaliste » de tous contre

tous) et « besoin » d'État, il y a une articulation fondamentale. De ce point de vue, Hobbes, malgré ses limites, nous fournit une utile clé d'interprétation pour comprendre les raisons, certes partielles, de la diffusion de la logique étatique.

L'insécurité dans le capitalisme moderne et le rôle de l'État

Au XVII^e siècle, lorsque Hobbes écrit son *Léviathan*, le processus de formation des États modernes ne fait que s'amorcer, et le capitalisme n'est pas encore entré dans sa phase industrielle. Or nous savons aujourd'hui que la mise en place de l'appareil juridique de l'État était appelée à devenir une condition indispensable de la croissance et de l'expansion du capitalisme. Sans la construction de solides États nationaux, le capitalisme n'aurait pu s'assurer les conditions de sécurité des échanges et de propriété des moyens de production dont il avait besoin. Si l'État favorise l'émergence du capitalisme, l'expansion de celui-ci renforce à son tour la légitimité de l'État, et pas seulement parmi les détenteurs des moyens de production. De par sa nature même, le capitalisme produit une insécurité sociale croissante. Les besoins de sécurité engendrés par les bouleversements sociaux et culturels que provoquent les profondes transformations du monde moderne, et notamment le développement du mode de production capitaliste, créent les conditions d'une solide intériorisation de la logique étatique.

Le mode de production capitaliste se reproduit en remettant constamment en cause ses propres conditions de fonctionnement (le rouleau compresseur des forces productives, écrit Marx, fait que « tout ce qui est solide se dissout dans l'air »). Les incertitudes sociales et le besoin de sécurité se renfor-

⁵ Cf. M. Foucault, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975 ; M. Foucault, « *Il faut défendre la société* » : cours au Collège de France (1975-1976), Gallimard et Seuil, Paris, 1997.

cent dans la mesure où l'expansion capitaliste détruit les liens de solidarité traditionnels (communautés rurales, famille, etc.) et remet en cause les réseaux de solidarité qu'il avait contribué à créer dans certaines phases (telles les formes de solidarité ouvrière, entrées en crise avec la crise du fordisme). Et c'est à l'État et à sa logique que l'on demande de « rassurer », au moment même où le capitalisme multiplie les sources d'insécurité en détruisant les liens sociaux de solidarité traditionnels.

Le succès de la logique étatique ne découle pas d'une nécessité métaphysique, il a des fondements matériels qui sont pour une bonne part les conditions d'insécurité produites par le capitalisme. C'est par là que passe le lien entre État et capitalisme – lien étroit, malgré des logiques en partie différentes⁶. Là est la clé qui permet de comprendre pourquoi l'État a réussi à s'imposer dans ce rôle, à imposer son hégémonie, dans une logique capable d'intégrer le développement du mode de production capitaliste et de se substituer à d'autres formes ou institutions garantes de la solidarité entre individus. Ce n'est pas un hasard si, dans les sociétés capitalistes avancées, le concept de « solidarité » tend, y compris dans le langage commun, à glisser vers celui de « sécurité » – et ce serait une erreur de n'y voir qu'un effet des politiques néolibérales.

Les appareils modernes d'assujettissement entre capitalisme et État

La logique étatique et celle du capitalisme sont contiguës et s'accordent, ne serait-ce que parce que toutes les deux se fondent sur le développement d'appareils et de dispositifs de contrôle social destinés à assujettir

les individus. La mise au pas se fait par le biais d'une double dialectique : institutionnalisation et instauration d'instruments de contrôle, de règlements, de formes d'assujettissement des corps, comme les études de Foucault l'ont admirablement montré, d'une part ; acceptation subjective plus ou moins explicite, plus ou moins intense, de l'État, non réductible à un « effet structurel », d'autre part. Cette acceptation de la logique étatique passe à son tour par deux canaux : l'un est inconscient et affectif, l'autre, cognitivo-rationnel. Le fait d'accepter de faire certains gestes qui sont l'expression concrète de la logique étatique (payer ses impôts, marcher sur les trottoirs et pas sur les plates-bandes, comme le prescrit la loi, etc.) s'explique aussi bien par l'usage ou l'accoutumance (« C'est normal ») que par la prise en compte d'un rapport coût-bénéfice (« Si personne ne payait ses impôts, qui financerait les hôpitaux publics et paierait les policiers qui me protègent des voleurs ? »). À la différence des sociétés précapitalistes et préindustrielles, le capitalisme moderne s'est développé en mettant en place une série « d'appareils » qui ont favorisé l'hégémonie de la logique étatique en modelant les mentalités des pays occidentaux au cours du xx^e siècle, et notamment entre les années 1910 et 1960. Se sont développés :

1. le service militaire obligatoire, moyen d'enrégimentement des masses : condition de la guerre nationaliste moderne, il permet de mobiliser les masses prolétaires sous les bannières nationales ;
2. la discipline d'usine, tayloriste en particulier, qui élargit la discipline militaire à l'organisation du travail et de la production de marchandises ;
3. la bureaucratie moderne dans son rôle d'appareil administratif de l'État, qui a mul-

⁶ Cf. R.L. Heilbroner, *Le Capitalisme : nature et logique*, Economica, Paris, 1986.

tiplié les « connexions administratives » dans la vie quotidienne ;

4. le *welfare state*, qui n'est pas seulement un appareil bureaucratique, mais un moyen d'intervenir de façon diffuse dans le corps de la société ; à la fois en tant qu'État « protecteur » et que garant de la « sécurité sociale ». Bref, armée, entreprise fordiste-tayloriste, bureaucratie et État social s'articulent de façon complexe dans une même entreprise de mise au pas de la société, dont le résultat est la consolidation de la logique étatique dans les sociétés contemporaines⁷. Ces appareils ont ainsi contribué, grâce aux ressorts que sont la reconnaissance sociale, la peur, l'intérêt, en un mot le besoin de sécurité (matérielle et existentielle), à extorquer de l'obéissance ou à convaincre à l'obéissance et à l'assujettissement.

Le rôle joué dans ce cadre par la bureaucratie mérite d'être souligné. En se consolidant, la bureaucratie transforme les rapports entre État et « sujets » : d'une vision binaire (souverain-sujets) on passe à une vision trinaire (souverain-appareils administratifs-sujets), où la force et la stabilité de l'État et de ses appareils « ne se mesure pas tant à l'efficacité et à la légitimité du sommet qu'au caractère diffus du contrôle des comportements à la base »⁸. On ne peut comprendre le rôle de l'État dans la société contemporaine sans tenir compte de cette transformation fondamentale, permise par l'association du développement de la bureaucratie et des formes de discipline et d'embrigadement produites par l'armée et l'entreprise fordiste-tayloriste.

Crise du fordisme, croissance de l'insécurité et « besoin » d'État

La crise du fordisme (l'accumulation flexible) érode les attentes que, dans les premières décennies de l'après-guerre, le développement du capitalisme et de l'État avait lui-même contribué à faire naître en matière de sécurité :

- précarisation du monde du travail et fin des promesses (non tenues) du fordisme (pour autant, la crise de la grande usine fordiste ne signifie pas la fin de l'application des méthodes de rationalisation du travail, donc de mise au pas de la société) ;

- attentes déçues en matière de *welfare* : bureaucratisme et politiques néolibérales ;

- montée de l'individualisme atomisateur, produit de l'expansion de la société de consommation ;

- crise du mouvement ouvrier du XIX^e siècle. Le mouvement ouvrier a à la fois encouragé et entravé la logique étatique : encouragé en déléguant toujours plus à l'État la sphère de la reproduction, assistance comprise ; entravé en favorisant, malgré lui parfois, le développement de logiques alternatives, de solidarité et de lutte, au sein de l'État ou contre lui (par exemple, le mouvement européen de 68 a été profondément marqué par des langages, des cultures, des imaginaires hérités des mouvements socialistes, communistes et anarchistes).

À partir des années 70, les classes subalternes européennes ont grosso modo fait le parcours suivant : elles ont d'abord commencé par jouir d'un bien-être et d'une sécurité matérielle que leurs parents n'avaient jamais connus ; elles se sont progressivement émancipées de leurs liens avec la terre à travers une pleine intégration dans la vie de l'usine et de la métropole ; elles se sont en partie

⁷ C'est probablement Max Weber qui, le premier, a entrevu le lien direct qui existe entre discipline militaire, rationalisation de l'appareil bureaucratique-étatique et développement de l'entreprise capitaliste.

⁸ P. P. Portinaro, *Stato, Il Mulino*, Bologna, 1999, p. 81.

approprié les usages, les modes et les valeurs de consommation des classes moyennes ; elles sont de ce fait devenues plus dépendantes de l'entreprise (le salaire devenant le seul moyen de subsistance), du marché (en matière de consommation) et de l'État (allocations diverses) ; l'avènement de l'accumulation flexible⁹ a produit une forme d'atomisation, favorisé le développement de peurs d'origine sociale (et leur exploitation politique par les droites), créé de nouveaux débouchés et demandes de sécurité individuelle et collective.

N'oublions pas, dans le tableau d'ensemble de cette transformation, la disparition de la conscription de masse. Dans les pays occidentaux, l'entreprise de nationalisation des masses, avec ses rites et ses liturgies, notamment militaires, semble avoir en partie décliné. Dans les années 1990, la crise du service militaire obligatoire – institution décisive, on l'a vu, dans l'œuvre d'élaboration imaginaire des États nationaux – est devenue manifeste. Les armées professionnelles, conçues pour une intervention extérieure aux frontières euro-péo-occidentales, n'ont pas vocation à discipliner et à enrôler les masses. Si l'institution militaire a perdu cette fonction, c'est non seulement parce qu'une guerre entre États occidentaux est devenue inconcevable, mais surtout parce que la formation de citoyens-soldats disparaît en tant que nécessité intérieure. Evolution qui s'explique non seulement par des raisons stratégiques et de politique internationale (le conflit armé se déplace hors de l'Europe, etc.) ou intérieure (les corps de police se développent), mais aussi par des motifs liés à la lutte pour

l'hégémonie sur les classes subalternes.

L'abolition du service militaire obligatoire laisse supposer que les classes dominantes considèrent désormais comme un fait acquis que la majorité d'individus a intériorisé la logique étatique, voyant dans les structures de l'État un archétype de la société moderne. Quand l'État est intériorisé en tant que principe régulateur de la vie collective, son pouvoir se neutralise aux yeux de la majorité de la population. Cela suppose que l'État se soit affirmé en tant que défenseur (et garant) de l'ensemble de la société et pas seulement d'une de ses composantes (les classes dominantes), mais aussi qu'il ait adapté ses modalités et mécanismes d'intervention aux transformations plus générales qui affectent la société et le mode de production capitaliste.

L'État diffus comme principe premier de la lutte pour l'hégémonie de la logique étatique à l'époque de l'accumulation flexible

Les transformations économiques, sociales et culturelles de ces trois dernières décennies ont, en somme, favorisé l'élargissement du rôle de l'État en réponse aux exigences de sécurité individuelle et collective. Et pourtant, depuis quelques années, on a tendance à voir dans l'émergence du rôle transnational des marchés financiers et dans la mobilité grandissante des entreprises un affaiblissement de l'intervention de l'État, y compris du point de vue de sa capacité à garantir la cohésion interne des nations. Or, en tant que conglomérat d'appareils, de lois, de sources multiples de financement et de pouvoir, l'État n'a cessé parallèlement de s'étendre ; sa sphère d'influence s'est élargie, il innerve de plus en plus notre vie professionnelle et hors travail. Mais l'évolution ne s'arrête pas là : dans la mesure où d'une part la crise du fordisme s'amplifie, d'autre part les États

⁹ D. Harvey, *The Condition of Postmodernity : an Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Cambridge Mass., Blackwell, 2000.

nationaux sont soumis à des pressions économiques extérieures croissantes, les instruments de l'hégémonie de la logique étatique tendent eux-mêmes à se transformer. À ce stade, il convient de souligner l'ambivalence de la bureaucratie moderne : d'un côté, elle est affublée d'une image de structure rationnelle et anonyme (kafkaïenne), qui alimente le mythe d'un contrôle total de la vie des individus (à la Orwell, si l'on veut) ; mais d'un autre côté, le développement de l'appareil administratif est allé de pair, dans les pays occidentaux, avec une différenciation interne très poussée, qui a un impact en apparence « soft » sur la vie des individus. Même si le pouvoir est en dernière instance centralisé, les activités développées par les différents composants de l'appareil varient tant dans la forme que dans le contenu, et tendent à occuper, à travers de multiples ramifications, toutes les sphères de l'existence¹⁰ – certes, cela répond aux intérêts des castes bureaucratiques, à une exigence systémique de contrôle social, mais cela leur assure aussi une légitimité en tant qu'instruments de garantie et de contrôle d'autres sphères (dont la sphère économique). Dans une société en transformation perpétuelle, la lutte pour la reproduction de l'hégémonie de la logique étatique est continuellement soumise à des défis. On pourrait dire que se développe un État diffus, ce terme désignant l'instrument de reproduction de la logique étatique qui correspond à la phase récente de mondialisation économique-financière. À côté en effet de « l'usine diffuse »¹¹ produit

de la crise des grandes concentrations productives relevant du modèle d'accumulation fordiste, l'on voit, à l'époque de l'accumulation flexible, les exigences de contrôle, et en conséquence les pouvoirs de l'État, s'adapter pour ainsi dire à la « porosité » de la vie sociale, en se multipliant sur le territoire. Si d'un côté l'État national a délégué une partie du pouvoir à des structures supra-étatiques (Union européenne, ONU, etc.), de l'autre on a assisté à une décentralisation des appareils centraux, dont les pouvoirs ont été confiés aux autorités locales et régionales. Dans les États de tradition centralisatrice, les organismes locaux qui assuraient jusqu'à récemment des fonctions de type administratif et exécutif voient tendanciellement grossir leurs fonctions de direction politique et finissent par agir, avec leurs propres prérogatives, à côté de l'État central et sur le même espace territorial que lui. C'est ce qu'on appelle, dans la littérature spécialisée, la *multilevel governance*. Si d'un côté ce processus a laissé croire que l'État perdait certains de ses pouvoirs, l'État central étant perçu comme se confondant avec l'État tout court, il a aussi contribué à en rendre les contours plus flous, donc moins facilement identifiables, y compris pour ses adversaires. À ce processus de mimétisme contribuent à la fois le fait que les appareils d'État ont tendance à adopter des formes d'organisation du travail empruntées aux entreprises privées (licenciements, précarité, taylorisme, etc.) et le fait que le secteur privé assume désormais des tâches qui, il y a quelques décennies, étaient la prérogative de l'État (voir par exemple la diffusion des polices privées).

Plus que jamais, la sphère politique tend à se superposer à la « société civile », d'autant que, de façon plus nette que jamais dans l'histoire du capitalisme moderne, celle-ci

¹⁰ G. Poggi, *The State : its Nature, Development and Prospects*, Polity Press, Cambridge, 1990.

¹¹ A. Bihl, *Du « Grand Soir » à « l'alternative » : le mouvement ouvrier européen en crise*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1991.

se réduit peu à peu à un artifice rhétorique ou à un fétiche. En conséquence, il devient de plus en plus difficile d'identifier l'État comme une cible de première importance dans la lutte, antihégémonique, pour l'autonomie individuelle et collective ; d'autant que les mouvements récents contre la mondialisation ne semblent pas, dans leur majorité, voir dans l'État un adversaire.

L'État dans les conceptions du « mouvement des mouvements »

L'État, en tant que concept et que problème, a pris un statut particulier dans les représentations du « mouvement des mouvements » – formule désignant ceux qui se disent « altermondialistes » – et cela depuis Seattle. La critique du libéralisme, la dénonciation de la répression lors des rassemblements de Naples et de Gênes, l'opposition à la militarisation et à la guerre après le 11 septembre 2001, traduisent toutes son importance. Et pourtant ce rôle de protagoniste ne s'accompagne quasiment jamais d'une réflexion explicite sur le rôle de l'État ni d'une réelle problématisation. Rien ou quasiment rien n'est écrit sur les capacités des appareils d'État et des dispositifs législatifs à modeler les esprits pour obtenir une soumission de routine, à produire et reproduire les hiérarchies sociales ; rien ou quasiment rien non plus sur l'articulation entre les dimensions « protectrice » et répressive de l'État.

Je voudrais à présent tenter de répondre à deux types de questionnement : a) quelles sont les principales conceptions de l'État qui émergent du « mouvement des mouvements » ? b) dans quelle mesure ces conceptions font-elles évoluer ou au contraire restent-elles accrochées à une vision simpliste ou contradictoire de l'État contemporain ?

À épilucher les déclarations, les prises de position, les documents plus ou moins officiels à la recherche d'analyses sur le rôle que joue l'État dans les sociétés d'aujourd'hui, on ne va pas bien loin. Les travaux faisant preuve d'un certain souffle analytique se comptent sur les doigts d'une main. Certes, il ne manque pas de références et de critiques ponctuelles, que ce soit pour exiger des pratiques plus démocratiques de la part des structures de l'État ou pour critiquer le caractère répressif de certaines d'entre elles. Rien, toutefois, qui ait un caractère systématique, qui ne soit pas simplement fragmentaire ou de l'ordre de l'allusion. Bien sûr, on est tenté de mettre ce manque de réflexions et de critiques de fond sur le compte du caractère hétérogène et vaguement « moral »¹² du mouvement ; ou de se dire que, s'il faut chercher une pensée critique élaborée, c'est du côté des traditionnelles minorités intellectuelles qui opèrent à l'intérieur et autour des mouvements. Et pourtant l'on retrouve dans divers documents de « campagne », sous une forme plus ou moins explicite, les conceptions du rôle de l'État présentes, parfois même de façon transversale, dans les différents courants ou sensibilités du mouvement des mouvements. Malgré l'extrême hétérogénéité qui prévaut sur d'autres plans, y compris là où s'observent des différenciations sur des bases nationales et continentales reflétant des spécificités politiques, sociales et culturelles, il est possible de distinguer au moins trois conceptions au sein du mouvement : l'une qui défend la souveraineté des États nationaux et s'oppose à la mondialisation, une autre qui préconise une « réappropriation à la base », et

¹² Cf. D. Giachetti, *Un rosso relativo. Anime, coscienze, generazioni nel movimento dei movimenti*, DataneWS, Roma, 2003.

une troisième que l'on peut qualifier d'« insurrectionnaliste ».

L'État comme rempart contre la mondialisation

C'est là la conception prépondérante au sein du mouvement des mouvements, celle dont Attac et *Le Monde diplomatique* sont peut-être les défenseurs les plus explicites et les plus visibles, celle qui préconise un contrôle renforcé des États nationaux sur les marchés et les flux financiers. Ce qui se dégage de cette conception, c'est une idée de l'État comme, avant tout, barrière de protection contre la domination des marchés, comme garant en dernier recours de la communauté et du bien commun, comme rempart protégeant les intérêts des citoyens contre un libéralisme sauvage et prévaricateur. « Quelque chose de sûr et de durable [...] qui institue des valeurs et des règles » et traduit « une exigence de constance face à un capitalisme qui invente en permanence son contraire »¹³. Dans une partie du mouvement des mouvements, les États se voient investis de fonctions de solidarité et de cohésion (les mécanismes de redistribution de l'État social), d'administration, de protection et de sécurité et même de lutte contre la criminalité. Au fond, qu'est-ce qui permet de faire le lien entre la défense de la nature contre son exploitation sauvage, la revalorisation du Parlement face à l'exécutif, la lutte contre le gaspillage et l'appropriation privée de l'eau, sinon une revalorisation du rôle de l'État ? Dans cette façon de souligner l'altérité fondamentale de celui-ci par rapport au capitalisme, l'on retrouve les traces de la représentation classique de l'État que défendait la social-démocratie européenne au début du xx^e siècle.

¹³ m. Vanier, « L'État n'est pas hors jeu », in ATTAC, *Agir local, penser global. Les citoyens face à la mondialisation*, Mille et Une Nuits, Paris, 2001, p. 61

À travers les événements de Gênes, le courant antilibéral a dû découvrir avec stupeur la face répressive de l'État, puis, à travers les interventions en Afghanistan et en Irak, et avec la même stupeur, son rôle de fauteur de guerre. Il n'a voulu y voir, tout au plus, que des dérives autoritaires, inévitables conséquences d'un libéralisme envahissant. L'opposition à la « mondialisation militarisée », on le voit, ne retient que des explications strictement économiques, qui ne renvoient jamais à la nature fondamentalement répressive et guerrière de l'État moderne. On ne s'étonnera donc pas de constater que la critique des comportements de la police et de l'interventionnisme américain n'a pas été suivie d'un examen minutieux et systématique du rôle de la police et de l'État dans les sociétés contemporaines. L'opposition simpliste entre capitalisme mondial (à combattre) et souveraineté étatique (à sauvegarder ou à restaurer), mais aussi le fait que la nature de l'État contemporain se laisse difficilement saisir, se traduisent par une incapacité à élaborer une critique de la logique étatique en tant que telle. Ce courant refuse de réfléchir à l'État en tant qu'ensemble d'institutions, de ressources et de mécanismes de contrôle ayant essentiellement pour but de garantir l'ordre social. Et pourtant comment l'État (national), le détenteur du monopole de la violence légitime (Weber) sur un territoire donné, pourrait-il se priver de l'usage d'un appareil de police lui permettant de réprimer toute force susceptible d'affaiblir et d'ôter sa légitimité à ce monopole ?

La mondialisation par en bas et la réappropriation des « réseaux administratifs »

La seconde conception de l'État est surtout promue par les courants du « mouvement des mouvements » qui, tels les « Désobéissants »

d'Italie, misent sur ce qu'ils appellent la mondialisation par en bas – par le biais, par exemple, du « budget participatif » – et sur une aspiration plus générale à une « démocratisation » des structures de l'État. Ce courant hétérogène est mû par le désir de fournir une réponse « pratique » à l'expropriation du pouvoir des citoyens par le capital et par les institutions nationales et internationales en place. Parmi les multiples expériences qui vont dans cette direction, il y a celles qui, dans les métropoles européennes et sud-américaines, désignent les institutions locales, voir communales, comme les lieux de la réappropriation¹⁴; d'où l'émergence d'une critique de l'État se focalisant sur son caractère centralisateur et bureaucratique, expression d'une démocratie décadente. Mais les promoteurs de cette conception, qui en général critiquent la conception souverainiste de l'État, partent d'une représentation idéalisée de celui-ci et de ses rapports avec la « société civile ». L'État contemporain est un appareil complexe, segmenté et, un peu partout désormais, décentralisé. La participation « alternative » dans le cadre des pouvoirs locaux, quand elle ne remet pas en cause les rôles hiérarchiques (qui décide des secteurs et des ressources qui doivent être soumis au débat et surtout aux prises de décision ?) et ne s'inscrit pas dans un contexte de changement radical, à l'échelle nationale, régionale et locale, des rapports de forces – entre capital et travail mais aussi entre logiques administratives, fondées sur la délégation de pouvoir, et logiques de libération sociale, supposant une véritable ré-appropriation – ne peut mener bien loin.

¹⁴ Pour ce qui concerne l'Italie, cf. la revue *New Global* et P. Sullo (ed. par.), *La democrazia possibile. Il Cantiere del Nuovo Municipio e le nuove forme di partecipazione da Porto Alegre al Vecchio Continente*, Carta/Moenia, Roma-Napoli, 2002.

Car sans cette dimension, la critique théorique du pouvoir étatique qui prône la participation à la base – thème qui en soi peut s'inscrire dans une théorie critique libertaire – se traduit par un refoulement de la logique étatique. Le problème, c'est que, dans cette conception, l'État tend à se confondre, par simplification et mauvaise intelligence du phénomène, avec l'État national. Et qu'en conséquence, une fois que l'on a déclaré son aversion pour la « nation » et redécouvert le « local » et la « société civile », l'État perd tout caractère problématique, que ce soit sur le plan théorique ou politique, et reste un « lieu » fondamentalement neutre, apparemment ouvert à la réappropriation.

L'État défenseur du capitalisme, donc à détruire

Le troisième courant est celui qui met le mieux en lumière la pénétration des logiques de domination au sein des structures étatiques¹⁵. Toutefois, la représentation qu'il se fait de l'État reste schématique, focalisée sur le rôle ouvertement répressif d'appareils ayant pour fonction de défendre le capital et ses propriétés. Dans la mouvance du Black Bloc notamment, l'État et le capitalisme constituent un objectif unique, « à détruire » par la pratique de l'action directe. Inspirée d'un modèle insurrectionnaliste classique adopté par de nombreuses minorités au cours des XIX^e et XX^e siècles, l'action directe ou l'action exemplaire, violente, contre la propriété privée, contre les « symboles » du capital, serait le moyen de mettre à nu le vrai visage, violent lui aussi, du capital et du pouvoir d'État. Or cette conception repose, il est facile de s'en rendre compte, sur une mécon-

¹⁵ Bloc Book. *Cosa pensano le tute nere*, Viterbo, Stampa Alternativa, 2001 ; *Io sono un black bloc. Poesia pratica della sovversione*, Derive & Approdi, Roma, 2001.

naissance de la complexité de l'action que les États exercent, à travers mille ramifications, sur et dans les sociétés contemporaines, où la mise au pas se fait par bien d'autres biais que les seuls canaux « traditionnels » de la répression policière et carcérale. Cette représentation très simplifiée des fonctions de l'État méconnaît le rôle « sécuritaire » et « protecteur » qu'il joue de façon de plus en plus nette, en réponse – du sommet – à une crise des liens communautaires et du lien social que « l'anarchisme insurrectionnaliste » du XIX^e siècle ne pouvait encore entrevoir.

Affinités, potentialités et contradictions non résolues

Une fois illustrées les trois principales conceptions de l'État présentes au sein du mouvement des mouvements, il devient possible d'en repérer les affinités et les différences. Ce qui unit le troisième et le deuxième courant – celui qui voit dans l'État un ennemi à abattre, hors de toute médiation, et celui qui imagine une possible « appropriation » par le biais de processus de participation démocratique – c'est la critique de la notion de souveraineté nationale. Critique qui les distingue du premier courant, lequel voit au contraire dans la restauration de la souveraineté « perdue » un moyen de combattre la mondialisation des marchés. Le courant « insurrectionnaliste » se distingue par l'usage de formes immédiates de violence symbolique et de rue, destinées à provoquer une réaction des classes subalternes contre les appareils répressifs de l'État et du capitalisme, les deux autres visant, bien que sous des formes différentes, à une « démocratisation » de l'État par des moyens pacifiques ou en tout cas légaux : renforcement des Parlements contre des pouvoirs exécutifs

considérés comme otages des multinationales et des organisations économiques supranationales (FMI, Banque mondiale, etc.) dans un cas, « municipalisme » et « budget participatif » dans l'autre. Aucune remise en cause, en l'occurrence, des appareils de délégation de pouvoir, auxquels l'on demande plutôt de s'ouvrir à la participation des citoyens, autrement dit d'engager un processus de réforme qui réalise la promesse dont est plus ou moins explicitement porteuse l'idéologie démocratico-représentative.

La prise de distance et la méfiance vis-à-vis des partis, perçus comme des organes bureaucratiques ne se référant qu'à eux-mêmes, semble être le substrat commun à ces trois conceptions. L'idée qu'il existe une crise de la politique est largement partagée, même si les conséquences tirées de ce diagnostic ne sont pas les mêmes. Si potentialités libératrices il y a de façon diffuse au sein du mouvement des mouvements, ce que je crois, c'est là qu'elles se situent, malgré des expressions contradictoires. Ce serait en effet une erreur de croire que le mouvement altermondialiste n'a pas, en termes pratiques, créé d'obstacles ou de risques aux classes dominantes dans leur lutte pour imposer l'hégémonie de la logique étatique. Un des enjeux de cette lutte étant la neutralisation des conflits sociaux par le biais d'un traitement administratif des problèmes, force est de constater qu'il exerce une certaine fonction de résistance. Qui pourtant ne parvient pas à s'exprimer en termes contre-hégémoniques, faute d'une conscience solide, chez ceux qui l'animent, des logiques de domination étatique.

Aucune de ces conceptions n'est porteuse de questionnements sur le développement des appareils administratifs de l'État moderne,

sur la complexité croissante de leurs procédés décisionnels, sur le fait que la sectorisation des tâches et la spécialisation technocratique tendent, dans une phase de crise du mouvement ouvrier, de crise des idéaux communistes et socialistes et de fin du monde bipolaire, à se renforcer et à s'imposer dans toutes les sphères de la vie. Une part importante du mouvement des mouvements, de surcroît, ne voit pas de contradiction entre une participation de la base dans le cadre de l'ordonnancement juridico-administratif actuel et l'exercice par l'État de son rôle « social », car le fait que la mise en place de l'État social dans le second après-guerre a largement contribué à la croissance des appareils de contrôle de l'État n'est pas pris en compte.

Dans une phase de crise de légitimité de la démocratie partidulaire, de crise de l'État social, à une époque d'État « flexible » en devenir, il n'est pas exclu qu'une logique de « démocratie par en bas » réussisse à se faire une place. Mais uniquement dans certains secteurs d'importance marginale, où tout risque de remise en cause de fond de la logique étatico-administrative est écarté. Si une coexistence de ce genre apparaît possible, ce n'est pas seulement en raison du fait que les gardiens de cette logique (les élites bureaucratiques-administratives) sont convaincus de leur légitimité en toute circonstance, ni qu'entre des structures d'État relativement autonomes (locales, régionales, nationales) il existe une articulation complexe, mais aussi en raison du caractère « soft » que la logique administrativo-bureaucratique est contrainte d'adopter sous la pression d'autres logiques, dont celle du marché. Les appareils administratifs (et de police) produisent, de facto, des lois et des règlements destinés au fonctionnement interne et à leur fonc-

tion d'ordre ; mais cette marge croissante d'autonomie et de pouvoir n'est qu'à peine perturbée par les effets des tornades électORALES et par l'éventuelle participation des citoyens à la gestion de parts infimes du budget de l'État. En même temps, ces appareils répressifs ont été contraints d'adapter leur logique à un monde occidental où le pouvoir ne s'exerce généralement pas par la répression ouverte ou ponctuelle des corps (comme cela se produit parfois lors des manifestations et surtout dans les prisons), mais par le biais de formes plus douces et plus flexibles de socialisation par l'obéissance, adaptées à la société de consommation (si on ne consomme pas, on enfreint les règles du vivre ensemble et on devient un paria)¹⁶.

Face au règne actuel de la logique étatique, la stratégie de provocation à la répression ouverte se trouve avant tout confrontée à sa propre impuissance. La violence, guère plus que symbolique, des composantes « insurrectionnalistes » est loin de pouvoir déclencher un processus d'érosion du monopole de la force et de l'exercice socialement légitime de la violence physique que détiennent les États occidentaux. L'important soutien social dont bénéficie l'État aujourd'hui ne résulte pas tant et pas seulement d'une confiance manifeste, mais du fait que, pour la majorité des gens, militants des mouvements compris, ses structures et ses services (pas seulement sociaux) font partie des conditions de vie et de l'univers des certitudes minimales¹⁷. Deux éléments sont en outre à prendre en compte, relatifs à la fonction et à la représentation de la violence physique dans les

¹⁶ Ce n'est pas un hasard si la répression s'exerce le plus durement contre les immigrés (pauvres), les chômeurs, etc. Sur ces questions, et sur d'autres plus générales, cf. Z. Bauman, *Freedom*, Open University Press, 1988.

sociétés contemporaines : d'une part, le rôle joué quotidiennement par les médias, qui savent si bien mettre en scène et banaliser ou censurer la violence ; d'autre part, un phénomène dérivant de la soumission du corps social au monopole étatique de la violence, donc de l'intériorisation de l'interdit de se faire justice soi-même, à savoir que, dans les sociétés contemporaines, les formes de violence manifeste apparaissent moralement de plus en plus inacceptables¹⁸. Quoi qu'il en soit, l'intérêt essentiel des classes dominantes est que se perpétue la scission qui prévaut actuellement entre une représentation de l'État mettant l'accent sur sa fonction protectrice (contre le marché et les incertitudes des conditions de vie) et celle qui fait de lui un appareil répressif. En d'autres termes, que le questionnement sur ce qui lie indissolublement ces deux visages de l'État n'entre en aucune manière dans le domaine du sens commun, ne sorte pas de la niche où sont cantonnées les minorités marginales. Consolider cette scission, tel a bien été l'objectif implicite de la répression policière qui s'est déchaînée lors des manifestations anti/altermondialisation de Göteborg puis d'ailleurs (Prague, Gênes, etc.). Et si cette répression s'est entre-temps réduite, ce n'est pas seulement parce que, dans le contexte d'aujourd'hui, la violence « gratuite », ouverte, publique, exercée par les appareils d'État risque de miner la crédibilité des

¹⁷ Certains sociologues parlent de « confiance systématique ». Cf. N. Luhmann, *La Légitimation par la procédure*, Québec/Paris, Presses de l'université de Laval et éd. du Cerf, 2001.

¹⁸ Ce phénomène apparaît dans de nombreuses enquêtes réalisées dans les pays occidentaux. La réticence des gouvernements à montrer publiquement les soldats tués lors des guerres récentes peut aussi s'interpréter dans cette perspective. Ces réflexions s'inspirent des travaux de N. Elias (entre autres, *La Dynamique de l'Occident*, Presses Pocket, Paris, 1990).

élites gouvernantes, mais aussi parce que, jusqu'ici tout au moins, l'objectif est atteint : isoler les « violents » des « pacifiques » et des « démocrates », donc empêcher que des sujets autres que ceux reconnus par l'État (autres États, partis, etc.) posent le problème de la légitimité des normes du système et, surtout, remettent en cause le monopole étatique de la domination et de la violence.

En guise de non-conclusion

La question de l'État semble bien être la face cachée du mouvement des mouvements, celle qui en dévoile les faiblesses. Les conceptions de l'État qui prévalent au sein de la vague « altermondialiste », et qui prônent sa « défense », son « appropriation » ou sa « destruction immédiate », semblent incapables de remettre en cause la logique étatique profonde de l'État capitaliste actuel. Les considérations faites ici, plus qu'une critique moraliste des faibles capacités des diverses composantes du mouvement des mouvements à « penser l'État hors de l'État », se veulent une invitation à approfondir une phénoménologie du pouvoir étatique tel qu'il s'exerce aujourd'hui, afin d'en déceler la puissance mais aussi les contradictions. Cette tâche, qui reste à accomplir, est sans doute la condition nécessaire de l'élaboration d'une théorie libertaire de la domination véritablement adaptée aux défis du xx^e siècle.

Cet article est paru à l'origine en italien dans Collegamenti-Wobbly n° 2 et 4. La traduction est de Nicole Thé.

De Oscar Mazzoleni on lira Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la « nouvelle » UDC, paru en 2003 à Lausanne aux Presses polytechniques et universitaires romandes.